



Spéciale SNES

Une commission académique du SNES d'Aquitaine très intéressante

La CA académique du SNES de vendredi 21 juin à Mont de Marsan a été plus intéressante que d'habitude. On a véritablement discuté de politique syndicale, de stratégie d'action. Calmement et utilement.

Le courant de pensée U&A avait pu obtenir une réunion de courant au cours de laquelle plusieurs camarades ont pu rappeler le fonctionnement de notre syndicat et la nécessité de définir démocratiquement en courant de pensée l'orientation choisie par les militants, puis de confronter fraternellement ces orientations avec celles de nos camarades des autres courants et de décider ensemble, tous courants réunis.

Charles Mioni, du Lot et Garonne, a rappelé fort justement que, lors de la création du SNES, notre courant de pensée n'était pas favorable à l'expression organisée de tendances dans l'organisation syndicale. La nécessité historique de rassembler dans une même organisation des camarades qui avaient une stratégie et une analyse différentes, mais un objectif commun, a imposé la cristallisation de ces points de vue dans des courants de pensée. La règle du consensus prévaut pour obtenir une décision : il ne s'agit pas de lutte de rivaux, mais d'organiser l'efficacité d'action.

On garde les courants ?

Depuis quelques années, l'idée de l'obsolescence des courants de pensée prend lentement plus d'importance.

Les clivages les plus polémiques et les plus antagoniques entre courants ont disparu après le sabordage de la FEN par le courant de pensée Unité, Indépendance et Démocratie, et la vie du syndicat est devenue heureusement beaucoup plus sereine. L'indépendance du syndicat par rapport aux organisations politiques y a beaucoup gagné.

Est-ce à dire qu'il n'y a plus de différence entre les approches des différents courants, même si on ne prend en compte ici que les courants qui participent à l'exécutif du syndicat (U&A et Ecole Emancipée) ?

Non ! Et encore moins si on écoute les déclarations de chaque courant « minoritaire ».

Par ailleurs, même si, sur le terrain de presque tous les jours, les camarades U&A et EE sont d'accord sur presque tout au sein du SNES, il reste que la règle subsiste. Refuser de la prendre en compte revient à laisser la décision stratégique à ceux qui n'oublient pas que la règle existe : nos camarades EE.

Est-ce si grave en soi ?

La différence entre les deux principaux courants

Nous faisons partie du même syndicat, nous avons des analyses proches, nous avons maintenant des relations amicales.

La situation actuelle dans notre pays depuis l'élection du président de la République est difficile. Dans la Fonction Publique et particulièrement dans l'éducation nationale, les « réformes » que le président de la République et le ministre de l'éducation nationale sont en train d'imposer à un train soutenu sont profondes, brutales, très nombreuses et visent à détruire non seulement notre service public d'éducation nationale, mais à en marchandiser les missions et à abandonner l'objectif républicain de conduire chaque élève à la réussite. Le slogan du rectorat de Bordeaux : « ne laisser personne au bord du chemin » est abandonné dans les faits avant qu'il ne soit abandonné dans les mots : combien d'élèves se retrouvent sans formation, livrés à l'apprentissage ou au pré-apprentissage ? Combien disparaissent des statistiques ? Combien ne bénéficieront-ils que d'un enseignement minimal, tronqué des centaines d'options qui disparaissent ? etc..

Et ce n'est qu'un début, si nous laissons faire.

Face à cela, notre organisation syndicale, notre fédération, la FSU, n'ont pas baissé les bras, ont exprimé assez largement les inquiétudes des collègues, ont construit et donné des explications, ont organisé des ripostes, ont tenté de construire des actions intersyndicales.

La façon de faire du pouvoir est nouvelle et particulière. Elle prend intelligemment en compte certaines des revendications avancées par les organisations syndicales pour les retourner et faire semblant d'y répondre : ce président de la République et ce gouvernement sont des spécialistes de l'inversion du sens des mots.

Par ailleurs, ils ont une conscience forte que le rapport de forces actuel entre le mouvement social et eux est en leur faveur, que ça peut ne pas durer, qu'il leur reste quatre ans pour finir de transformer notre modèle social et notre société. Pour imposer ce qu'on appelle une société « néo-libérale », c'est-à-dire une société qui ne fonctionne que pour aider les groupes financiers et les très grosses entreprises à accumuler des profits, de façon à ce qu'ils s'insèrent en bonne place dans la compétition mondiale entre ces groupes et ces entreprises.

La nouvelle pratique du dialogue social du gouvernement est particulière : Il décide une « réforme », la met en forme, convoque les organisations syndicales réduites au rôle de « partenaires » et leur dit : *« Tu signes ça sans discuter, sinon ça ira encore plus mal pour ton champ syndical, et tu repars expliquer ça à tes petits camarades. Tu ne veux pas signer ? Pas grave, mon parlement va faire une loi et il faudra bien que ça obéisse. »*

Le SNES et la FSU, pour ce qui concerne notre secteur, ont eu une position offensive dans ce nouveau cadre extrêmement contraint : on organise la riposte syndicale, par des mouvements, des manifestations, des grèves, et on va à la réunion avec le ministre.

On lui présente nos revendications. Il présente son plan de destruction. Pendant les travaux, en effet, la casse continue. Et le ministre se doit d'obtenir une signature syndicale au bas d'un document pour pouvoir affirmer qu'il pratique le dialogue social.

Il s'agit de ne signer que des protocoles formels, et non pas d'exprimer un accord avec une politique globale. Il faut cependant obtenir quelques avancées qui prouvent aux personnels en lutte qu'ils n'ont pas fait grève pour rien.

La position du SE-UNSA et du SGEN est de plier les gaules en disant que les collègues sont déjà la tête dans les vacances.

La position de certains minoritaires du SNES est de dire : on ne signe rien avec cette bande de casseurs. On organise les luttes et on leur rentre dedans.

Très bien ! Mais les nouvelles règles permettent au gouvernement de prendre des décisions avec les signatures de quelques syndicats minoritaires.

Chaque recul obtenu, chaque revendication, même minime, gagnée, est un point marqué et une preuve de l'utilité de l'action.

Nous sommes en difficulté et nous ne pouvons pas faire disparaître le SNES du paysage de la négociation.

Ceci ne se conçoit que dans le cadre de la poursuite et l'amplification de l'action syndicale.

Les services publics, les salariés et la population ont besoin d'organisations syndicales offensives et qui travaillent dans l'unité

La plupart des analyses syndicales s'accordent pour constater que ce cadre, dans les circonstances politiques actuelles, ne permettra une victoire décisive des salariés que si une très large unité peut être construite, sur des bases revendicatives claires de défense du service public, et avec l'alliance des usagers de ces services publics : ici, les parents d'élèves et les mouvements lycéens.

Pour cela, **il faut prendre en compte l'ensemble des syndiqués comme ils sont réellement**, avec leurs opinions politiques diverses et parfois opposées les unes aux autres, les convaincre et les aider à construire ensemble un mouvement.

C'est la mission même du courant de pensée Unité & Action.

Nos camarades Ecole Emancipée ont un point de vue un peu différent. Ils proclament leur volonté unitaire, mais insistent, à juste titre, sur le fait qu'il n'existe aucune alternative politique à celle du président de la République. Qui, parallèlement, proclame chaque jour qu'il n'y a pas d'autre politique possible que la sienne, qu'il n'y a pas d'alternative.

A juste titre, si on précise : pas d'alternative lisible, exprimée et défendue publiquement par un mouvement politique. Si on ajoute : une alternative qui ne peut s'exprimer que très difficilement et qui est décriée a priori.

Or, il existe une ou même des alternatives. Même chez les amis politiques des dirigeants du courant de pensée EE. Et c'est là que gît la plus grande difficulté : ces camarades sont –légitimement comme citoyens- occupés à promouvoir le mouvement politique qui sous-tend leur courant de pensée, la LCR. Ils ont besoin de faire en sorte que les autres alternatives soient discréditées et leur tradition politique est de subordonner les organisations où ils militent à leurs intérêts d'appareil politique.

Ce qui les empêche d'être unitaires autant qu'il le faut pour rassembler toutes les victimes des « réformes » du président de la République : pour des raisons partisans, ils ne peuvent pas s'allier avec les syndiqués ou les salariés qui ont des opinions politiques différentes d'eux. Ils peuvent tout au plus les entraîner sur des luttes ponctuelles.

C'est ce travail stratégique qu'il faut que nous intégrions parfaitement. C'est ce qui rend nécessaire l'affirmation de notre identité Unité & Action d'indépendance par rapport aux organisations politiques dans la réflexion et dans les luttes. C'est ce qui nous impose, si nous souhaitons véritablement renverser le sens descendant du droit social et des libertés et engager de nouveau la conquête des avancées, d'exprimer clairement et fraternellement notre différence, nos choix unitaires, et de préparer le plus démocratiquement possible les élections qui détermineront bientôt les directions syndicales dans notre organisation.

Cela exige du travail, de la réflexion collective, de l'engagement dans une période pauvre en militants décidés.

Le courant de pensée se réunit au niveau national dans quelques jours à Paris. Des militants aquitains devraient y dire ce que pensent et ce qu'ont exprimé les membres U&A de la CA de vendredi dernier.

Ils devront, par ailleurs, rendre compte soigneusement des débats qui traversent nos organisations du SNES ailleurs en France.

U&A64, le 22 juin 2008